

AVIS PUBLIC

AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM

DEUXIÈME PROJET DE RÉSOLUTION AUTORISANT UN PROJET PARTICULIER DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (PPCMOI) CONCERNANT LES LOTS 6 703 090, 6 703 091, 6 703 092 ET 6 703 093.

AVIS PUBLIC est donné de ce qui suit :

1. À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 12 janvier 2026, le Conseil municipal a adopté, lors de la séance ordinaire du 2 février 2026, le deuxième projet de résolution autorisant un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) concernant les lots 6 703 090, 6 703 091, 6 703 092 et 6 703 093.

Résumé dudit projet de résolution :

Cette résolution vise à autoriser, sous certaines conditions, le projet vise à obtenir l'autorisation d'implanter une habitation multifamiliale de dix-sept (17) logements sur chacun des lots numérotés 6 703 090, 6 703 091, 6 703 092 et 6 703 093, en dérogation au nombre initialement prévu de douze (12) logements par lot, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 99 du règlement de lotissement numéro 2022-720.



2. Ce deuxième projet de résolution PPCMOI contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées afin qu'un règlement qui les contient soit soumis à l'approbation de certaines personnes habiles à voter conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*. Les renseignements permettant de déterminer quelles personnes intéressées ont le droit de signer une demande à l'égard de chacune des dispositions du projet peuvent être obtenus de la municipalité, au 135 rue Principale, aux heures normales de bureau.

Une copie du résumé du deuxième projet de résolution PPCMOI peut être obtenue sans frais, par toute personne qui en fait la demande, au même endroit.

3. Pour être valide, toute demande doit :
 - Indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet;
 - Être reçue au bureau de la municipalité au plus tard le 8^e jour qui suit celui de la publication du présent avis, soit le 11 février 2026;

- Être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elles proviennent ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21.
4. Est une personne intéressée toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 2 février 2026:
 - Être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle;
 - Être domiciliée, propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un lieu d'affaires dans une zone d'où peut provenir une demande;
 - Être domiciliée au Québec depuis au moins 6 mois.
 5. Condition supplémentaire aux copropriétaires indivis d'un immeuble et aux cooccupants d'un lieu d'affaires : être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou cooccupants, comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom.
 6. Condition d'exercice du droit de signer une demande par une personne morale : toute personne morale doit désigner parmi ses membres, administrateurs et employés, par résolution, une personne qui, le 2 février 2026, est majeure et de citoyenneté canadienne et qui n'est pas en curatelle.
 7. Toutes les dispositions du deuxième projet de résolution PPCMOI qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.
 8. Le deuxième projet de résolution PPCMOI peut être consulté au bureau de la municipalité au 135 rue Principale, à Sainte-Claire, aux heures normales d'ouverture.

DONNÉ À SAINTE-CLAIRE, CE 3 FÉVRIER 2026.



Le directeur général/greffier-trésorier adjoint
Simon Roy

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je, soussigné, directeur général/greffier-trésorier adjoint de la Municipalité de Sainte-Claire, certifie sous mon serment d'office que j'ai publié l'avis ci-annexé en affichant une copie de cet avis à bureau municipal le 3 février 2026 et à l'Église le 3 février 2026.

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat, ce 3^e jour de février 2026.



Le directeur général/greffier-trésorier adjoint
Simon Roy